

Slovénie

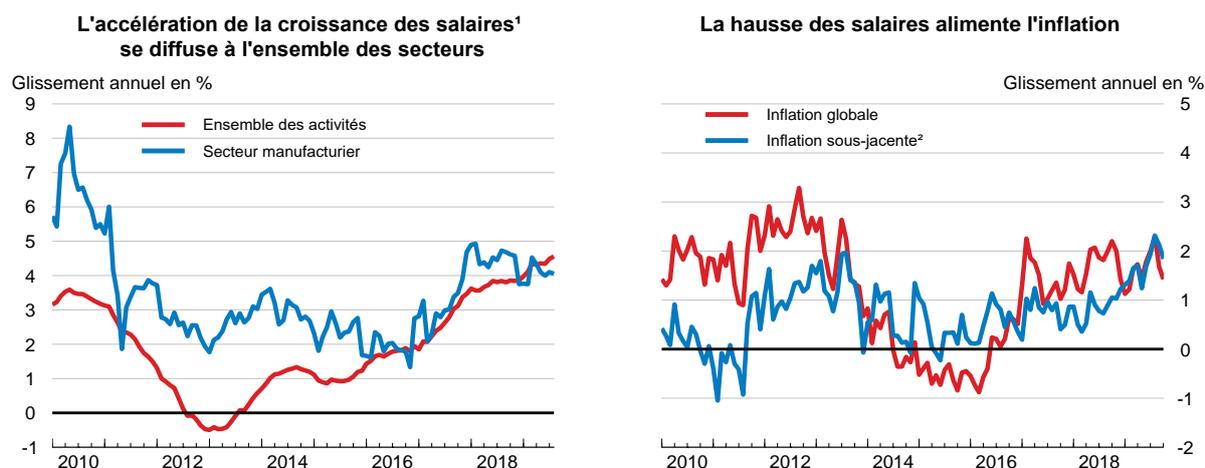
La croissance économique devrait se maintenir aux alentours de 3 % jusqu'en 2021. La consommation privée restera le principal moteur de la croissance, portée par une hausse des salaires et des gains d'emploi importants. L'incertitude liée à l'environnement extérieur réduira le rythme des nouveaux investissements des entreprises. L'amélioration des résultats à l'exportation ralentira sous l'effet de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre. Le contenu en importations des exportations progresse, car la demande étrangère de biens à plus forte valeur ajoutée locale fléchit. La demande intérieure est de plus en plus satisfaite par les importations, en raison d'une accentuation des contraintes de capacité.

La politique budgétaire continuera de soutenir la croissance au cours des deux prochaines années, étant donné la hausse des salaires dans le secteur public et des transferts sociaux. Compte tenu de la persistance de conditions d'emprunt favorables, la montée des tensions inflationnistes intérieures nécessite une modération de la relance budgétaire. Des mesures visant à limiter les voies d'accès anticipé à la retraite permettraient de mobiliser les travailleurs âgés, tandis qu'une accélération des privatisations et une décentralisation des négociations salariales contribueraient à améliorer la répartition des ressources en main-d'œuvre, et à atténuer les pénuries sur le marché du travail et les tensions sur les salaires.

Les tensions inflationnistes intérieures s'accroissent

La croissance s'est modérée malgré le dynamisme de la consommation privée. Le fléchissement de la demande étrangère d'équipements automobiles, de machines électriques et d'ouvrages en métaux s'est traduit par un ralentissement de la croissance des exportations. L'incertitude grandissante entourant les futures commandes à l'exportation a contribué à freiner la croissance de l'investissement des entreprises. Dans le même temps, la demande intérieure est de plus en plus satisfaite par les importations, du fait de l'accentuation des contraintes de capacité. La structure des exportations évolue aussi au profit des biens manufacturés ayant une plus forte teneur en importations.

Slovénie



1. Salaires horaires. Pourcentage de variation en glissement annuel, moyenne mobile sur trois mois.

2. L'inflation sous-jacente exclut l'énergie et l'alimentation.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Slovénie : Demande, production et prix

Slovénie	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	40.4	4.8	4.1	3.1	3.0	3.1
Consommation privée	21.8	2.3	3.4	3.6	3.6	3.7
Consommation publique	7.7	0.3	3.2	2.4	2.5	2.6
Formation brute de capital fixe	7.0	10.4	9.4	6.8	6.2	6.4
Demande intérieure finale	36.5	3.4	4.6	4.0	4.0	4.1
Variation des stocks ¹	0.4	0.7	0.2	-0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	36.9	4.2	4.7	3.7	4.1	4.0
Exportations de biens et services	31.5	10.8	6.6	7.8	4.6	5.4
Importations de biens et services	28.0	10.7	7.7	9.1	6.0	6.5
Exportations nettes ¹	3.5	1.0	-0.2	-0.3	-0.8	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.6	2.2	2.7	2.9	2.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	1.6	1.9	1.8	2.4	2.3
IPCH sous-jacent ²	–	0.7	1.0	2.0	2.3	2.3
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.6	5.1	4.5	4.1	3.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	4.6	5.0	6.0	5.7	5.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.0	0.8	0.7	0.4	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	89.4	84.1	82.1	80.5	79.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	74.1	70.4	68.7	67.5	66.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	6.1	5.7	5.0	4.2	3.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046836>

La création d'emplois reste dynamique, bénéficiant principalement aux travailleurs étrangers, et le taux de chômage est revenu à son niveau le plus bas depuis dix ans. La progression des salaires s'est accélérée, notamment dans le secteur public, sous l'effet des accords salariaux récemment conclus avec les syndicats, des promotions de fonctionnaires et de la revalorisation du salaire minimum. L'inflation a atteint près de 2 %, principalement tirée par le renchérissement des services. Les tensions salariales entraînent une augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre et une dégradation de la compétitivité-coûts.

Une modération de la relance budgétaire s'impose pour empêcher une surchauffe

La politique budgétaire demeure expansionniste, compte tenu de l'augmentation des salaires dans le secteur public, des transferts sociaux et des dépenses de retraite. L'accroissement des dépenses sociales contribue à préserver une société égalitaire. Néanmoins, une modération de la relance s'impose pour contenir les tensions sur les salaires et les autres tensions sur les coûts et renforcer la viabilité des finances publiques. La qualité des actifs des banques continue de s'améliorer et le système bancaire semble être résilient. Les conditions de crédit bancaire favorables devraient perdurer et le volume des prêts à la consommation a fortement augmenté malgré le durcissement des mesures macroprudentielles.

Fermer les voies d'accès anticipé à la retraite et mieux cibler les politiques d'activation pour mobiliser les chômeurs âgés, de longue durée et peu qualifiés, tout en procédant à un transfert de charge fiscale destiné

à alléger les prélèvements sur les revenus d'activité pour éliminer les contre-incitations au travail, renforceraient l'offre de main-d'œuvre, prolongeraient la reprise et contribueraient à remédier aux difficultés relatives au marché du travail et aux finances publiques qui sont liées au vieillissement démographique. Un système de négociations salariales plus décentralisé améliorerait la répartition des ressources en main-d'œuvre.

Les risques à la baisse résultent de tensions commerciales internationales prolongées

La croissance économique devrait rester globalement stable en 2020-21. Une dégradation de la compétitivité-coûts, due à une augmentation des coûts de main-d'œuvre conjuguée à des gains de productivité faibles, freinera la croissance des exportations. L'investissement continuera à ralentir quelque peu, malgré une hausse de l'activité dans le secteur de la construction, du fait du tassement des dépenses en machines et équipements. Un lent redressement des exportations et de l'investissement des entreprises est attendu vers la fin de 2021, sur fond d'accélération de la croissance du commerce international. Le principal risque à la hausse réside dans un raffermissement plus rapide de la confiance des entreprises et de la croissance de leurs investissements. À l'inverse, des tensions prolongées à l'échelle internationale pourraient conduire à une croissance des marchés d'exportation plus faible que prévu. Une hausse des salaires plus soutenue, et des gains de productivité encore plus modestes, entraveraient aussi le redressement des exportations.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8e7c2935-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.